

2026

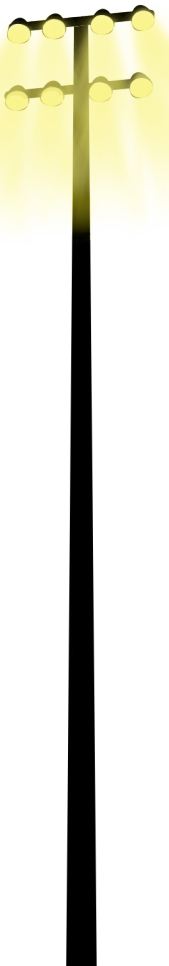
LE LAMPADAIRE

LE MAGAZINE DE LA LIGUE 33



Table des matières

Pouvoir au peuple	1
Éditorial	
Programme de la Ligue 33	2
Campeurs sur Notre-Dame : de quoi ont-ils besoin ?	3
Carolynne et Renaud	
Quand le logement « social » ne tient pas toutes ses promesses	6
Jonathan	
Nos activités	9
Notre intervention dans les élections municipales	10
André-Philippe	
Nos luttes actuelles	12
Quelques interventions au conseil d'arrondissement	13
Comment nous avons ramené la collecte hebdomadaire (6 mois par année)	14
André-Philippe	



Pouvoir au peuple

Éditorial - André-Philippe

Je suis du genre sceptique dans la vie. Surtout quand il est question de politique. Donc, quand on me dit « Nous, rendu au pouvoir, on va écouter le monde », je me dis automatiquement « Bullshit ! » Pourtant, les premiers conseils d'arrondissement sous la gouverne d'Ensemble Montréal m'ont quasiment fait douter. Est-ce que ça se pourrait, qu'en fait, on progresse vers plus de démocratie dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ?

Sauf que bien vite les masques tombent. Dans le cas de l'équipe de la nouvelle mairesse d'arrondissement, c'est arrivé lorsqu'un citoyen s'est un peu choqué, durant un conseil, contre une bureaucrate de la ville en l'accusant de favoriser un monopole privé par rapport à un enjeu de patinage artistique dans Hochelaga.

Quoi de plus normal que de se choquer contre des cadres payés en haut de 100 000\$/année pour penser très fort ? Et pourtant, c'est alors le scandale chez les élus d'Ensemble Montréal. Un citoyen en maudit, quel affront ! Le conseiller de Tétéraultville prit alors des airs de Pierre Lessard-Blais, indigné comme un personnage d'une comédie de Molière. Une scène qu'on voyait presque mensuellement avec l'ancienne administration.

Des consultations bidons

Les nouveaux élus n'ont pas seulement hérité de ce travers-là, mais aussi de la manie qu'avait Projet Montréal de mener des consultations qui empêchaient le plus possible les citoyens d'exprimer leur avis. Je me rappellerai toujours de cette consultation au parc Pierre-Bédard où il était impossible de s'opposer aux aspects irritants du projet de réfection du parc, mais où on nous demandait plutôt de façonner le parc de nos rêves en pâte à modeler. Dur de faire plus infantilisant.

Voilà maintenant qu'Ensemble Montréal innove dans l'art de mal consulter : l'administration a réussi à se mettre à dos les lobbys de cyclistes et les lobbys anti-piste cyclables en même temps ! Leur récente « consultation » quant à la piste cyclable sur Hochelaga se résumait en effet à laisser longuement parler un

expert, qui offrait deux choix aux citoyens : ou bien un nouveau projet de piste cyclable ridiculement complexe et coûteux, ou bien le *statu quo*.

Les citoyens ont, sans surprise, choisi la piste déjà en cours de construction sur Hochelaga. Qu'à cela ne tienne, nos dirigeants ont choisi unilatéralement de modifier la proposition après coup et de couper un tiers de la piste cyclable.



Le pouvoir au peuple, concrètement

Le programme de la Ligue 33 met de l'avant le slogan de « Pouvoir au peuple ». On a pu l'entendre dans les dernières décennies à gauche comme à droite, donc ce n'est pas une invention de notre part¹. Ce qui nous distingue peut-être, cependant, c'est que nous proposons trois mesures concrètes sur lesquelles combattre pour donner un pouvoir minimal aux citoyens :

Pouvoir révoquer un élu

Par exemple, si la conseillère de Projet Montréal élue par défaut dans Hochelaga, s'engage durant les élections à supporter une motion anti-Israël, puis qu'elle décide

¹ C'était un des slogans des Black Panthers aux États-Unis, mais c'est aussi le nom d'un parti conservateur de Corée du sud. En Italie, c'est le nom d'un parti de gauche tandis qu'ici les « Citoyens au pouvoir » de Rambo Gauthier étaient associés à la droite populiste par les médias.

de jeter aux vidanges (ou plutôt, au compost) son engagement, les citoyens doivent pouvoir la remplacer par quelqu'un qui tiendra ses promesses.

Pouvoir changer les lois, proposer des investissements ou bloquer des projets grâce à des référendums

J'avais été pas mal surpris d'entendre, au débat municipal de la Ligue 33 organisé l'automne dernier, qu'aucun parti municipal ne supportait l'idée de référendum d'initiative citoyenne. À vrai dire, je croyais qu'il s'agirait d'une « passe sur la palette » pour Transition Montréal, le parti supposément de gauche social-démocrate.

Pourquoi ? Parce que ces référendums sont une manière d'impliquer les citoyens concrètement dans la transformation de la ville en faisant que ce sont eux qui promeuvent les changements nécessaires pour la moderniser.

De vraies consultations

Évidemment, si on ne veut pas que la population ait à lancer un référendum chaque mois, il faut qu'elle soit adéquatement consultée. On peut essayer d'innover avec des consultations de différentes formes, mais assurons un minimum démocratique : l'accès à tous les détails des projets, la possibilité pour tout le monde de s'exprimer dans une période plénière et d'échanger avec les élus.

On entend souvent l'idée qu'il faut que la démocratie ait un « chien de garde » pour vérifier que les élus n'abusent pas de leurs pouvoirs. À la Ligue, nous ne souhaitons pas être le pitou de personne, mais voulons plutôt bâtir une vraie démocratie, en commençant par l'implémentation de ces mesures.

Programme de la Ligue 33

La Ligue 33 veut améliorer la qualité de vie et la participation à la démocratie municipale dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Cela implique que la Ligue 33 veut 3 choses : une bonne vie pour tout le monde, le pouvoir au peuple et un espace public de qualité.

Une bonne vie, pas juste de la survie

Une large partie de la population passe sa vie à jongler avec son budget pour arriver à joindre les deux bouts. Chaque petit « luxe » (comme aller au restaurant ou au cinéma) peut risquer de faire rater un paiement. Ça doit cesser.

- Nous voulons que le droit au logement soit un fait, pas une promesse en l'air.
- Nous voulons que les taxes pour les travailleurs et les retraités soient les plus basses possible, sans pour autant couper dans les services publics.
- Nous voulons que les différents gouvernements favorisent des initiatives d'aide alimentaire plutôt que celles des cartels alimentaires.

Le pouvoir au peuple

Actuellement, la « démocratie » municipale fonctionne à l'envers. Les politiciens décident derrière des portes closes de quels projets ils devront faire passer, puis cherchent comment faire pour que la population l'accepte.

Ce sont pourtant les idées des citoyens qui devraient être mises de l'avant par les gens censés nous représenter.

- Nous voulons la possibilité de tenir des référendums citoyens.
- Nous voulons que les consultations publiques soient prises au sérieux et cessent d'être des séances d'information.
- Nous voulons que la population ait le droit de démettre un élu de ses fonctions.

Un espace public de qualité

La mode dans l'arrondissement est au « mobilier urbain » qui flashe, aux concepts qui feront beau sur les médias sociaux, aux « jardins de pluie » et autres décorations que personne n'a jamais demandées.

Pendant ce temps, on ne trouve pas de toilettes dans les parcs et les rues sont pleines de déchets. Il faudrait s'occuper de l'essentiel en premier.

- Nous voulons des parcs et des rues propres et bien éclairées.
- Nous voulons des installations sportives qui conviennent aux besoins des jeunes et qui sont accessibles au public.
- Nous voulons des toilettes, des poubelles et des cendriers dans les espaces publics.

Campeurs sur Notre-Dame: De quoi ont-ils besoin ?

Caroline et Renaud

La crise du logement fait de plus en plus de victimes. Logés hier, sans domicile aujourd'hui, des milliers de personnes se retrouvent à la rue, dans les refuges ou en campement. Enjeu majeur de la dernière campagne municipale, l'itinérance prend de l'ampleur sans qu'on voie de véritable amélioration sur le terrain.

La réalité frappe particulièrement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, où se concentrent près de 24 % des ressources d'urgence de Montréal, en plus de nombreux campements sur la rue Notre-Dame et dans les parcs avoisinants. Terminus de la misère, pourrait-on dire.

Des membres de la Ligue 33 sont allés rencontrer des campeurs. Au départ, nous voulions surtout en apprendre davantage sur les usagers du CAP Saint-Barnabé, principal organisme du quartier, qui opère des refuges sur Bennett, Chambly et dans l'ancien YMCA sur Hochelaga. Il nous a toutefois été interdit de discuter avec les usagers à l'extérieur des refuges. Nous avons donc parcouru les campements sur Notre-Dame, entre Frontenac et Letourneux, à plusieurs reprises, hiver comme printemps.

Ces rencontres nous ont permis de recueillir des témoignages à la fois poignants et très concrets, ancrés dans la réalité quotidienne des campeurs. La Ligue a maintenant une bonne idée de leurs besoins fondamentaux.

Demandes fondamentales

Les campeurs que nous avons rencontrés demandent surtout des choses très simples : des toilettes, de l'eau courante, des lieux propres et quelques infrastructures de base.

La demande la plus fréquente est revenue unanimement : des toilettes accessibles. Une jeune femme installée dans un campement pour fuir une relation abusive nous explique que des points d'eau pour boire ou faire une toilette rapide changeraient énormément leur quotidien.

La majorité des personnes rencontrées vivaient dans la rue depuis moins d'un an et souhaitaient entreprendre des démarches pour s'en sortir. Pour chercher un

emploi ou un logement, des lavabos et des miroirs deviennent rapidement le strict minimum.

La question de la propreté revenait constamment dans les discussions. Plusieurs campeurs demandent davantage de collaboration de la Ville pour maintenir les sites propres. L'un d'eux s'est même proposé comme responsable du nettoyage. Malgré certains cas plus lourds, la majorité des campeurs souhaitent vivre dans un environnement salubre.

Certains aimeraient des installations plus durables ou des lots organisés, alors que d'autres demandent simplement des prises électriques pour recharger leur téléphone. Pour plusieurs, l'accès à Internet ou des abris de type conteneur représenteraient déjà une amélioration importante.



Vue de l'intérieur de la halte-chaud mise en place pour l'hiver 2025-2026 dans Hochelaga

Une jeune campeuse nous raconte avoir apprécié la halte-chaud cet hiver, mais avoir craint de se faire voler ses effets personnels pendant son absence. La plupart des campeurs disent barrer leur tente. Des casiers sécurisés pourraient répondre à ce besoin.

Les ressources mobiles offertes par l'Anonyme sont largement appréciées sur le terrain. La Ville tente actuellement d'obtenir davantage de financement pour maintenir ces services cet été, mais rien n'est encore garanti. Plusieurs campeurs nous disent avoir préféré les ressources de l'Anonyme à celles du CAP Saint-Barnabé, principal refuge du secteur.

Un jeune campeur nous a parlé en sortant de sa tente

chauffée avec un poêle à bois. Selon lui, les ressources existent pour les personnes qui veulent s'en sortir. Deux travailleurs sociaux lui rendent visite régulièrement et il attend actuellement une chambre. Son principal souci : pouvoir y apporter son vélo, son seul moyen de transport. À la rue après avoir fui une situation de violence conjugale, il affirme que les intervenants sur le terrain lui ont littéralement sauvé la vie.

Finalement, plusieurs campeurs disent vouloir simplement qu'on les laisse vivre en paix. « Ils pourraient juste nous laisser rester », nous dit l'un d'eux.

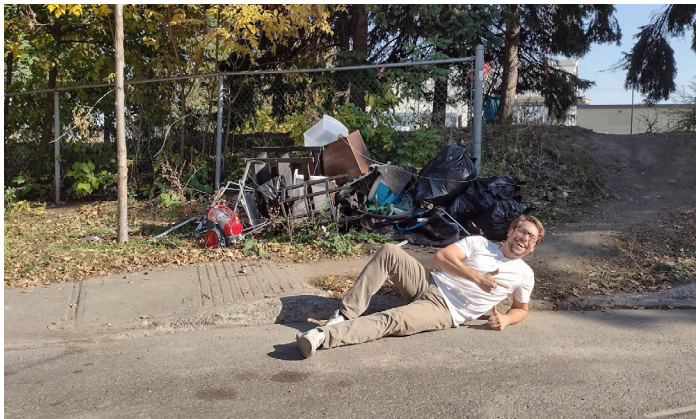
Un autre campeur affirme ne pas se sentir chez lui au CAP Saint-Barnabé :

« Je veux manger ce que je veux. Ce n'est pas que leur bouffe est toujours dégueulasse, mais je veux me sentir dans mes affaires, chez nous. »

Certaines critiques sont encore plus dures. Une jeune femme rencontrée sur Notre-Dame affirme avoir subi de graves épisodes d'intimidation :

« Je préfère risquer de mourir de froid que de retourner au CAP. »

D'autres nous parlent aussi de punaises, de nourriture avariée ou d'un climat qu'ils jugent invivable.



À l'automne 2024, des membres de la Ligue étaient allés nettoyer aux abords du campement Notre-Dame.

Les politiciens

Après avoir fait de l'itinérance un enjeu central de sa campagne, l'administration de Soraya Martinez Ferrada changera-t-elle réellement la situation dans MHM ?

Rappelons que Pierre Lessard-Blais souhaitait aller à l'encontre de l'injonction contre les démantèlements. La politique de tolérance annoncée par la nouvelle mairesse donne espoir à plusieurs campeurs rencontrés. Mais sur le terrain, plusieurs zones grises demeurent. Le protocole appliqué au centre-ville interdit

clairement les démantèlements, alors que celui de l'arrondissement se fait toujours attendre au moment d'écrire ces lignes (mai 2026).

Le rôle exact des arrondissements reste lui aussi flou. La question du nettoyage des campements, souvent associée aux démantèlements, demeure particulièrement litigieuse, malgré le fait qu'il s'agisse d'une demande fréquente des campeurs eux-mêmes.

Lors d'un *Café de la mairesse* organisé par Chantal Gagnon, mairesse de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, l'organisme citoyen Les Soldats de la rue — tout comme la Ligue d'ailleurs — s'est proposé pour participer au nettoyage des campements sur Notre-Dame. La réponse a été négative.

La mairesse affirme privilégier le travail d'organismes comme l'Anonyme et ÉMMIS et se dit favorable à davantage d'interventions pour améliorer les conditions de vie des campeurs. Mais le financement suivra-t-il ? Certaines idées avancées, comme l'encadrement du nombre de vélos par tente, risquent-elles plutôt d'alimenter les tensions ?

Dans les faits, la promesse d'« enrayer » les campements semble difficile à concilier avec l'élaboration de protocoles qui reconnaissent implicitement leur présence durable.

Par ailleurs, la visite de Soraya Martinez Ferrada a aussi beaucoup fait jaser sur les campements. Un campeur rencontré sur Notre-Dame devient émotif lorsque nous abordons le sujet. Après un long silence, Michel accepte de nous parler de son parcours. Ancien paramédical des Forces armées canadiennes, il dit avoir servi en Bosnie, en Iraq et en Afghanistan.

« J'ai été en enfer trois fois », nous confie-t-il. Michel vit avec un stress post-traumatique sévère et des cauchemars récurrents.

« Beaucoup de gars, quand ils reviennent, ils sont pas capables de vivre en appartement. Ils se sentent seuls. »

Même dans les campements, les traumatismes continuent. Cet hiver, Michel nous raconte avoir découvert le corps ensanglanté d'un proche, un autre campeur.

« C'est nous autres qui s'occupe de notre monde. Personne d'autre le fait. »

Pourtant, Ottawa a annoncé en 2024 une Initiative de lutte contre l'itinérance hors refuge et les campements, dotée de 250 millions de dollars sur deux ans. Cette mesure s'ajoute au projet Vers un chez-soi, lancé en 2018, qui prévoit cinq milliards de dollars sur neuf ans

pour lutter contre l'itinérance.

Au même moment, le budget fédéral de 2025 prévoit 81,6 milliards de dollars pour réinvestir dans les Forces armées canadiennes.

Véronic Lapalme, candidate au doctorat en travail social à l'Université de Montréal et chercheuse avec RAP Jeunesse, nous confirme que la situation observée sur Notre-Dame est loin d'être exceptionnelle. Dans le cadre de sa thèse, elle a passé plusieurs mois auprès des campeurs, notamment dans le boisé Steinberg et sur la rue Notre-Dame.

Elle confirme plusieurs des constats entendus sur le terrain : manque d'accès à l'eau, besoin de services médicaux, difficultés d'accès aux ressources et isolement profond:

« Bien souvent, les campeurs n'ont même pas accès à un réseau fiable pour appeler le 911. »

Et même lorsque les secours arrivent, ajoute-t-elle, des gens meurent dans une indifférence presque totale.

Selon elle, la situation actuelle découle avant tout de politiques publiques insuffisantes : manque de logements abordables, désinvestissement dans le logement social et réponses inadéquates à la croissance des campements.

Elle estime également que l'offre d'hébergement ne répond pas à la diversité des besoins et que plusieurs règles ou barrières d'accès découragent les gens d'utiliser les refuges.

C'est aussi ce que nous confirment plusieurs campeurs rencontrés : ce qu'ils veulent, avant tout, c'est avoir la possibilité d'accéder à un logement stable, s'ils le souhaitent, comme n'importe qui d'autre.

En résumé, les campeurs rencontrés ne demandent pas grand-chose : de l'eau, des services de base, un peu de sécurité et de tranquillité.

Mais au-delà des besoins immédiats, ils demandent surtout d'être considérés comme des êtres humains à part entière. Ils veulent être respectés, avoir des options de logement réelles — temporaires ou permanentes — et la possibilité de reprendre une place dans la communauté.

Le travail des organismes sur le terrain est largement apprécié par plusieurs campeurs et leur rôle demeure essentiel. Mais au final, la seule véritable solution aux campements sur Notre-Dame ne passe pas par le « patchage » sous la forme de services temporaires. Elle passe, selon nous, par la construction massive de logements accessibles, stables et de qualité.

Grave problème de rats dans Hochelaga

Des citoyennes ont discuté avec nous récemment d'une infestation de rats très intense qui touche les gens vivant près du métro Pie-IX. Selon elles, les rats prolifèrent sur les terrains mal entretenus de propriétaires négligents.

Une citoyenne affirme qu'elle ne peut pas lire dans sa cour sans qu'un rat lui frôle éventuellement les jambes. Une autre ne peut plus faire de barbecue sur son balcon sans s'attirer une visite par les rongeurs du quartier.

Si vous souhaitez vous mobiliser sur la question, nous pouvons vous mettre en contact avec l'une de ces citoyennes. Écrivez-nous à:

communications@ligue33.org

Des nouvelles du parc Pierre-Bédard

En vue de diminuer l'ampleur des inondations et des refoulements d'égoût qui surviennent lors de fortes pluies dans le quartier Louis-Riel, l'administration Lessard-Blais avait autorisé un projet de 15 M\$. Le projet consistait à transformer une part du parc en « parc éponge », c'est-à-dire de creuser un immense trou dans le parc, où se déverseraient des eaux de pluies et un peu d'eaux usées (2%).

Inquiets par la future présence d'eau d'égoût dans leur parc, mais aussi frustrés par la réfection des rues et l'habituel retrait de stationnements qui vient avec, des citoyens se mobilisent alors pour avoir des détails sur ce projet et pour demander qu'on les consulte. Évidemment, ont suivi de fausses consultations et des paroles creuses (« ne vous inquiétez pas, c'est un faible taux d'eaux usées »).

Grâce au manque total d'écoute de l'administration municipale, le projet est finalement venu à terme et voilà que le parc est enfin prêt à accueillir un faible pourcentage de la merde et de l'urine montréalaise lors de fortes pluies... sauf qu'il se trouve que le Ministère de l'environnement demande plus de tests avant d'autoriser qu'on dévide des égoûts dans un parc. D'ici là, la technologie novatrice à 15 millions revient à avoir creusé un gros trou dans un parc.

Quand le logement « social » ne tient pas toutes ses promesses

Jonathan

À Montréal, le logement social est souvent présenté comme une sorte d'antidote à la crise du logement. Quand les loyers explosent, que les rénovictions se multiplient et que les propriétaires privés transforment chaque immeuble en machine à profit, le logement social apparaît comme l'alternative rassurante : des loyers abordables, une gestion humaine, une stabilité pour les familles et les aînés.

Sur papier, l'idée est belle. Mais après des mois passés à faire du porte-à-porte aux Habitations Le Domaine, dans le quartier Longue-Pointe, on a découvert une réalité beaucoup plus compliquée. Et franchement, parfois carrément absurde.

Tout a commencé autour d'un barbecue

L'histoire débute en été 2025. Déjà actifs dans le quartier depuis 2021, nous avons souvent rencontré des résidents du Domaine. Lors d'un de nos barbecues au parc Saint-Donat, nous avons entendu parler des délais extrêmes pour effectuer des travaux nécessaires dans les logements. Bien sûr, cela est devenu la norme dans la plupart des logements privés des quartiers populaires, mais les conditions ne sont-elles pas meilleures dans le logement social ? Pour obtenir un portrait fidèle de la situation, nous adoptons une méthode directe : le porte-à-porte.

Un mini-village de 726 logements

Les Habitations Le Domaine, ce n'est pas un petit immeuble de quartier. C'est un immense complexe résidentiel de 726 logements construit à la fin des années 1950. Pendant des décennies, le site appartenait



à un propriétaire privé. Puis, en 2017, l'ensemble a été acheté par l'OBNL d'habitation Gérer son quartier (GSQ), présenté comme un acteur du logement communautaire et abordable. Mais dès les premières discussions, une phrase nous frappe : « C'était mieux avant. »

Honnêtement, ce n'était pas exactement ce qu'on s'attendait à entendre. Parce qu'il faut être clair : on ne pense pas que les propriétaires privés sont la solution à la crise du logement. Très loin de là. Les évictions, les hausses abusives et la spéculation immobilière viennent largement du marché privé. Mais ce qu'on entendait au Domaine nous obligeait à reconnaître quelque chose d'important : mettre l'étiquette « social » sur un immeuble ne garantit pas automatiquement des conditions de vie décentes.

Pendant des mois, on a multiplié les visites dans les blocs du Domaine. Au total, on a parlé avec environ 20 % des ménages du complexe. Et plus on avançait, plus les témoignages se ressemblaient. Les locataires parlaient de :

- vermine dans les logements;
- réparations qui traînent pendant des mois;
- travaux jamais terminés;
- hausses de loyer abusives présentées comme « non négociables »;
- intimidation.

Autrement dit : exactement le genre d'histoires qu'on entend habituellement chez les pires propriétaires privés. Sauf qu'ici, tout ça existait dans un complexe censé être un modèle de logement social.

Des hausses de loyer qui ne passent pas

Parmi tous les sujets, celui des loyers revenait constamment. Jusqu'en 2025, les augmentations au Domaine provoquaient énormément de colère. Cette année-là, peut-être grâce à la pression créée par nos dénonciations publiques (nous en dirons plus là-dessus plus tard), les hausses ont finalement suivi les recommandations du Tribunal administratif du

logement (TAL).

Officiellement, ces augmentations servaient à financer de gros travaux de rénovation. Mais plusieurs locataires nous posaient une question très simple : si les rénovations sont déjà financées par des fonds publics, pourquoi les loyers augmentent autant ? Et ce n'est pas une petite subvention dont on parle. Les travaux au Domaine bénéficient de plus de 11 millions de dollars provenant des gouvernements fédéral et municipal.

Pour les résidents, quelque chose ne collait pas.

La gestionnaire de l'enfer

Mais le plus choquant dans toute cette histoire, ce n'était même pas les hausses de loyer. C'était la peur. Encore et encore, surtout chez les aînés et les personnes sur l'aide sociale, les locataires nous parlaient d'intimidation venant de la gestionnaire Danielle Tremblay. Une résidente de la rue Granby nous raconte avoir été traitée de « salope » et de « conne ». Selon elle, la gestionnaire riait même lorsqu'elle expliquait les problèmes de santé de son enfant. Une autre résidente affirme qu'on lui a laissé entendre que ses augmentations de loyer seraient plus faibles si elle arrêta de réclamer certaines réparations essentielles.

Et ce qui revenait constamment dans les conversations, c'était cette phrase : « Personne n'ose aller au TAL. » Les gens avaient peur des représailles. Peur d'être ciblés. Peur de devenir les prochains « problèmes » à gérer. Plus on avançait dans notre enquête, plus une impression se confirmait : Danielle Tremblay n'était probablement pas en poste pour ses talents humains, mais parce que sa façon de gérer par la peur était efficace pour contrôler les coûts, limiter les réparations... et faire augmenter les loyers.

L'action qui a attiré l'attention de la direction

Après quelques mois d'enquête, la colère commençait à bouillir chez plusieurs résidents. Alors, avec un groupe de locataires, on a décidé d'organiser une action simple, mais impossible à ignorer : une banderole collée pas loin du bureau de Danielle Tremblay. Pas besoin de stratégie compliquée. Pas besoin de campagne marketing. Juste deux phrases noires sur blanc :

Le Domaine intimide les aîné.e.s

Locataires, défendez-vous !

Et honnêtement, ça a frappé fort. La « fameuse banderole », comme plusieurs résidents l'appelleront

ensuite, est rapidement devenue un sujet de discussion dans tout le complexe. Mais surtout, elle a attiré l'attention du conseil d'administration de GSQ. Quelques semaines plus tard, on recevait une convocation officielle.



L'inaction de la direction

En décembre 2025, nous rencontrons finalement le président de GSQ, Michel Taylor, ainsi que la directrice par intérim, Joëlle Dupras. La rencontre commence poliment. Très poliment. On nous présente le travail de l'organisme, sa réputation, sa mission sociale. Tout semble bien structuré, bien intentionné. Puis vient notre tour de parler.

On présente les résultats de notre enquête : les témoignages, les problèmes, les insultes, les réparations abandonnées, le climat de peur. Surtout, on insiste sur une idée centrale : peu importe les bonnes intentions de l'organisme, sur le terrain, les résidents vivent des conditions qui ressemblent à celles imposées par certains *slumlords* privés de Montréal. On demande alors deux choses très simples :

- que les locataires aient une vraie représentation sur le conseil d'administration ;
- que le problème de la gestionnaire soit pris au sérieux.

Puis... presque rien. Après plusieurs mois, les changements sur le terrain demeurent pratiquement invisibles. Concernant l'intimidation, GSQ refuse essentiellement d'aller plus loin qu'une formation sur la « communication non violente » et « l'incivilité ». La direction refuse également qu'un comité de locataires participe au traitement des plaintes. Les cas de harcèlement doivent, selon eux, être réglés en privé, sans témoin externe.

On nous promet aussi des rencontres printanières dans

les blocs pour consulter les résidents. On les attend toujours. Même chose pour la représentation des locataires au conseil d'administration. GSQ promet qu'un résident pourra y siéger « dans la prochaine année ». Le lecteur peut trouver un décompte sur le site web de la Ligue.

Quand on propose qu'un locataire puisse au moins observer les rencontres d'ici là, le président du CA tente plutôt de décourager l'idée : « Les CA, c'est ennuyant. C'est beaucoup de responsabilités. » Puisqu'on insiste que les résidents veulent faire partie de ces discussions, il ajoute : « Les CA, c'est beaucoup de la poutine. » Ce à quoi une locataire répond immédiatement : « Ben moi, j'aime la poutine ! »



Une résidente du Domaine a posé des affiches de notre comité sur un objet de discorde local : les bacs de poubelle.

Un comité de résidents est né

Malgré les lenteurs et les frustrations, quelque chose d'important avait changé au Domaine : les gens avaient commencé à se parler, à s'organiser et à réaliser qu'ils n'étaient pas seuls. Alors le 3 mai 2026, une quinzaine de résidents se réunissent officiellement pour créer leur comité de locataires. Et cette fois, les objectifs sont clairs :

- Ne plus tolérer l'intimidation.
- Ne plus accepter que les décisions soient prises sans les résidents.
- Ne plus subir en silence.

Parce qu'au final, le vrai changement ne vient pas des belles brochures sur le logement social. Il vient des gens qui s'organisent ensemble pour défendre leur dignité et leur qualité de vie.

Mise à jour

« La gestionnaire de l'enfer » est partie !

Après plusieurs mois de pression exercée par les locataires et la Ligue 33 sur l'administration de Gérer son quartier pour qu'elle agisse au sujet de l'intimidation faite par Danielle Tremblay, nous apprenons finalement en mai que nous avons eu un certain gain de cause : la gestionnaire prend sa retraite.

Elle parlait de partir depuis quelques temps déjà, mais elle ajoutait aussi souvent que, au fond, elle ne prendrait sûrement jamais réellement sa retraite. Il ne fait cependant nul doute que la mobilisation et l'acharnement du Comité de résidents, qui demandait que les locataires soient respectés par Mme Tremblay, a été ce qui l'a fait finalement prendre sa retraite. En apprenant la nouvelle, le Comité a déclaré :

« Le conseil d'administration de Gérer son quartier, qui administre le Domaine, refuse d'assurer un suivi du dossier et n'a pris comme seule mesure, après plusieurs mois de démarches de notre part, d'instaurer des formations sur la communication non-violente et l'incivilité. Récemment, nous avons appris que Danielle Tremblay prendra sa retraite le 29 mai prochain. Gérer son quartier, dans l'infolettre annonçant son départ, célèbre son « humanité » et sa « rigueur ».

Nous incitons sérieusement le conseil d'administration de Gérer son quartier à tirer des conclusions des récentes plaintes collectives que nous leur avons transmises et à revoir la manière dont ceux-ci supervisent leurs gestionnaires. Cette fois-ci, le problème n'a pas eu à être géré puisque Tremblay est partie à la retraite, mais la prochaine fois qu'un gestionnaire traitera une locataire de « salope », qu'allez-vous faire ?

Nous, le Comité des résidents du Domaine, demandons au conseil d'administration de Gérer son quartier de prendre des mesures concrètes pour qu'un cas comme celui-ci ne se répète pas. Plus précisément, nous demandons qu'un locataire siège sur le CA de l'organisme, que les locataires soient impliqués dans le processus d'embauche des gestionnaires et que des excuses soient présentées de la part du CA pour avoir laissé siéger une intimidatrice en leur sein pendant 10 ans. »

Nos activités

Comités de résidents

La Ligue aide à mettre en place et accompagne des comités de résidents qui luttent pour la démocratie et leur qualité de vie au niveau d'un complexe d'habitation, d'une rue ou d'un petit groupe de rues.

Au moment d'imprimer ces pages, nous avons un comité actif aux Habitations le Domaine et un autre à la Cité des âges.



BBQ communautaires

Depuis 5 ans, nous offrons des hot-dogs gratuits aux familles, aux jeunes sportifs et, en fait, à tout le monde qui vient nous voir lors de nos barbecues estivaux.

Ceux-ci ont lieu à chaque deux semaines au parc Saint-Donat et se tiennent le samedi à 17h. Plus de détails sur nos réseaux sociaux.



Café-causeries et Bières et politique

Chaque mois, membres de la Ligue et autres citoyens se réunissent pour discuter d'un sujet d'actualité ou de société (taxes, déneigement, police, CLSC, etc.). Les discussions se veulent conviviales et respectueuses.

Les Café-causeries auront lieu dans Longue-Pointe dès le mois d'août. Les Bières et politique ont déjà lieu chaque mois au Bar Morelli dans Hochelaga. Suivez-nous sur nos réseaux sociaux pour connaître la date et le sujet !



Participation aux conseils d'arrondissement

Depuis les débuts de la Ligue, nous allons au conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve pour poser des questions liées aux préoccupations des citoyens.

Vous voulez poser une question, mais aimeriez recevoir des conseils pour qu'elle ait plus d'impact ? Contactez-nous. Nous nous réunissons à l'avance pour planifier nos questions et nous pourrons vous aider.



Bilan de notre intervention dans les élections municipales de 2025

André-Philippe

Aux élections municipales de novembre 2025, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM) fut l'un des deux arrondissements où Projet Montréal, jusque-là à la mairie de la ville, a perdu le plus de votes comparativement aux élections de 2021. La participation électorale y était d'ailleurs d'environ 5% supérieure à la moyenne de la ville. Puisque le but de la Ligue 33 était, pour ces élections, d'inciter la population à faire perdre Projet Montréal dans MHM, nous pouvons dire que ce fut « mission accomplie ».

Notre campagne pour mettre Projet Montréal dehors était une suite logique de notre campagne de longue haleine contre l'espacement de la collecte des ordures. Projet Montréal s'était obstiné à laisser la porte fermée à tout compromis sur la question et avait même poussé l'audace de récolter le compost deux fois par semaine dans un secteur, gaspillant ainsi inutilement de l'essence pour ramasser une poignée de bacs dans des rues jonchées de vidanges.

Face au mépris et à la mauvaise foi des élus de ce parti, nous n'avions pas vraiment d'autre choix que de mettre de la pression sur ces petites élites en militant pour leur faire perdre leurs sièges. Beaucoup de citoyens nous poussaient à nous présenter nous-mêmes aux élections, mais nos forces étaient trop limitées pour pouvoir mener une campagne électorale.



Dans une assemblée publique au parc Saint-Donat, des citoyens de différents quartiers ont entériné notre projet de campagne contre Projet Montréal.

Nous avons donc convenu, après des discussions

internes et une assemblée publique, de lancer le mot d'ordre de « N'importe qui sauf Projet Montréal » et de faire pression sur tous les partis pour qu'ils promettent de ramener la collecte des ordures à chaque semaine.

De fait, avant même que nous nous mettions au travail, le maire d'arrondissement, Pierre « Le Tsar » Blais annonçait qu'il abandonnait la lutte. « [P]eut-être que je vais perdre les élections à cause d'un enjeu de poubelles », disait-il quelques mois avant de capituler. Le maire Lessard-Blais a ainsi décidé de faire comme Valérie Plante et d'utiliser la « technique Trudeau », c'est-à-dire ne pas se présenter aux élections pour faire oublier son mandat désastreux et donner une chance à son parti. L'élus-fantôme d'Hochelaga, Eric Alan Caldwell, décidait aussi de faire la même chose et d'abandonner son poste de conseiller quelques temps après que la Ligue ait commencé à demander sa démission. Pour la petite histoire, celui-ci riait pendant les questions des citoyens au conseil d'arrondissement et avait laissé une propriétaire véreuse mettre à la rue des aînés à l'automne 2024.

Lobbyistes malgré nous

Notre campagne nous a, sans grande surprise, rapproché des autres partis qui se présentaient aux élections. Le parti Action Montréal, qui proposait de ramener la collecte à la fréquence d'antan, soit deux fois par semaine, s'est ainsi mis à fréquenter nos événements et à nous inviter aux leurs. Ensemble Montréal n'a, pour sa part, pas mis trop de temps avant de nous rencontrer. Après quelques semaines d'hésitation, le parti promettait de ramener la collecte hebdomadaire durant l'été.

Quant à Transition Montréal, il était difficile de trouver des points d'unités avec eux autour de leur programme pro-espacement, mais nous avons néanmoins interagit avec un candidat pour essayer de lui faire comprendre que les élus devraient écouter le peuple. Nous avons aussi tenté d'entrer en contact avec Futur Montréal, lesquels ont décidé à moins d'un mois du vote de s'opposer à l'espacement de la collecte.

Plus surprenant peut-être a été la proactivité de Projet Montréal pour entretenir un dialogue avec nous. De

fait, nous avons eu plus de rencontres et d'échanges de messages avec Projet Montréal qu'avec Ensemble Montréal. Voyant que nous ne lâcherions pas le morceau et pour avoir quelques chances de gagner des sièges, Projet Montréal a fini (à notre grande surprise !) par promettre la même chose qu'Ensemble, c'est-à-dire de ramener la collecte hebdomadaire durant l'été.

Outre les enjeux d'ordures, nous avons aussi tenté de pousser les différents partis à augmenter la démocratie dans l'arrondissement, par exemple en mettant en place des assemblées citoyennes délibératives. Outre un engagement d'Ensemble Montréal de faire plus de consultations, cet aspect de notre « lobbying » n'a pas vraiment porté fruit. Lors de notre débat électoral, de fait, tous les candidats ont été unanimes sur le fait qu'ils ne voulaient pas que les citoyens puissent se prononcer directement sur les enjeux importants de leur quartier et fermaient donc la porte à des référendums citoyens.

Les limites de notre intervention

Nous ne devons pas nous leurrer : nous avons influencé les élections, mais n'avons pas fait de grands gains pour le peuple. Oui, l'administration nouvellement en place agit de manière moins tyrannique que la clique à Lessard-Blais. Oui, quelques décisions récentes vont dans le sens de ce que demande la Ligue (comme l'arrêt des démantèlements de campements de sans-abris).

Or, nous sommes vraiment loin d'un grand bond pour la démocratie citoyenne. Il faudra se demander quelle sera donc notre stratégie quand viendront les prochaines élections : devons-nous présenter nos propres candidats, devons-nous augmenter le lobbying ou la solution réside-t-elle hors du cirque électoral ?



Près d'une centaine de personnes s'est déplacée pour venir écouter notre débat électoral, qui réunissait les chefs des quatre principaux partis en lice.



Interdits d'accès au « pique-nique » organisé par le maire d'arrondissement dans son propre commerce, nous avons dû nous contenter de manger notre pizza devant sa brasserie.

Les dernières élections en chiffres

- Une perte de **plus de 6000 votes** pour Projet Montréal dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, un des deux arrondissements où ce parti en a perdu le plus (avec Rosemont-Petite-Patrie).
- **26% des voix** est le plus bas pourcentage des votes obtenue par une candidate de Projet Montréal, soit Suzie Miron qui se présentait dans Tétéreaultville. Le plus haut score va à Sarah Doyon dans Hochelaga, qui a obtenu **59% des voix** puisqu'il n'y avait personne pour Ensemble Montréal.
- **39%** est le plus bas pourcentage chez Ensemble, obtenu par Alexandre Devaux-Guizani dans Maisonneuve-Longue-Pointe. Julien Hénault-Ratelle a eu, dans Tétéreaultville, le plus haut taux de vote du parti, soit **53%**.
- **Plus de 10% des votes** ont été obtenus par Action Montréal dans chacun des districts électoraux. Le plus haut pointage a été obtenu dans Hochelaga et le plus bas dans Maisonneuve-Longue-Pointe.
- **18%** départagent le plus haut et le plus bas pourcentages obtenus par Transition Montréal. Dans Hochelaga, le candidat a obtenu 22% tandis que celui de Tétéreaultville a reçu 4% des voix.
- **1110 votes** sont allés à Futur Montréal (1% des électeurs).
- **1% des voix** dans Maisonneuve-Longue-Pointe sont allés au seul candidat indépendant de l'arrondissement : Sherman Samuel.

Nos luttes actuelles

SOS Nids-de-poule

Depuis la coupe énorme qu'a opérée Ensemble Montréal dans le budget pour les nids-de-poule, la situation à Montréal est catastrophique. Dans Hochelaga, plusieurs rues se comparent à celles de Bagdad après les bombardements américains de 2003.

Nous avons pris l'initiative de boucher certaines zones particulièrement dangereuses pour forcer la ville à agir. Nous faisons aussi pression pour que les colmateuses Python 5000 que possèdent la ville soit réparées.



Du logement social qui répond aux besoins du quartier

Sur la rue Bennett, on prévoit la construction d'un projet de logement social. Après enquête, nous avons appris qu'il s'agira d'un projet du *Chez nous des artistes* qui logera ainsi... des artistes.

Les citoyens du coin demandent plutôt que ce projet serve à loger les familles et les personnes vulnérables du quartier. Une pétition en ligne et une pétition papier ont recueilli plus de 300 signatures.

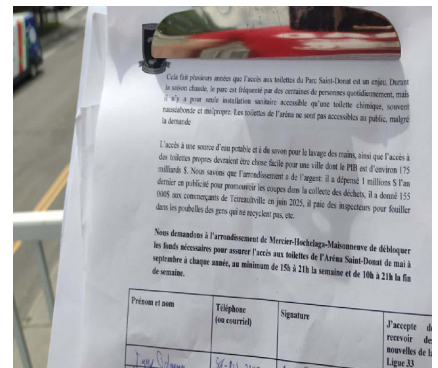


Ouvrez les toilettes de l'aréna !

Les toilettes de l'aréna Saint-Donat sont bien pensées : elles donnent accès à l'aréna, mais aussi au parc adjacent, permettant ainsi de les utiliser comme toilettes de parc ou comme toilette d'aréna, selon les besoins.

Or, il se trouve que depuis 2 ans les toilettes ne sont jamais accessibles de l'extérieur, excepté durant les fêtes organisées par la Ville. Si l'aréna est fermé, ce qui est le cas durant la saison chaude, alors on ne peut pas aller se laver les mains ou faire ses besoins.

Nous avons lancé une pétition sur le sujet et allons maintenir la pression.



Pour le droit à la salubrité au campement Notre-Dame

La mairesse de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve refuse catégoriquement que des groupes citoyens aident les campeurs de Notre-Dame à nettoyer leur milieu de vie. Après avoir insisté sur le sujet dans plusieurs conseils d'arrondissement, on nous a assuré que des équipes s'en occupent désormais. Nous continuerons de surveiller le dossier.



Quelques interventions de la Ligue au conseil d'arrondissement

Rendre le conseil accessible aux parents

Avec le changement de mandat, l'administration de l'arrondissement avait enlevé la règle faisant que les parents accompagnés de leurs enfants peuvent passer en priorité durant la période de questions des citoyens. Louisa, une membre de la Ligue 33 habituée des conseils, a dénoncé ce changement alors qu'elle était venue poser une question sur le logement social. Heureusement, la mairie a accepté d'appliquer à nouveau l'ancienne règle.



Une autre consultation bidon



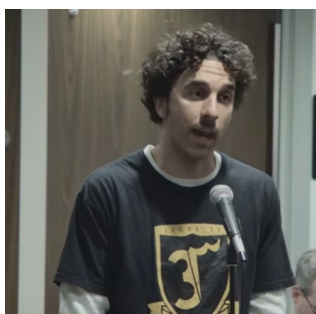
Notre secrétaire, Carolyne, est allé exposer son malaise quant au processus de consultation pour la piste cyclable d'Hochelaga. La consultation ressemblait à ce que Projet Montréal avait l'habitude de faire : une séance d'information déguisée en consultation. En effet, on proposait deux parcours de piste cyclable, mais il était impossible de s'opposer aux deux trajets ou d'en proposer un autre.

Son intervention s'est fait remarquée et lui a valu une entrevue avec Benoît Dutrizac.

On force l'arrondissement à colmater Nicolet

Une résidente d'Hochelaga qui a participé à notre colmatage de nids-de-poule sur la rue Nicolet a demandé à l'administration s'il était possible de nous rembourser pour les quelques centaines de dollar d'asphalte que l'opération a coûtée.

Le conseiller Devaux-Guizani nous a plutôt incité à devenir entrepreneur et à acquérir une licence RBQ. Celui-ci a ajouté qu'il avait vu la vidéo de notre action de remplissage et que le reste de la rue serait colmaté en priorité. Les cols bleus sont passés quelques jours plus tard (nous sommes allé les remercier).



L'administration ne peut rien pour le Domaine

En réponse à une question en ligne d'un de nos membres, la mairesse Chantal Gagnon avait affirmé cet hiver que la ville faisait un suivi avec les OBNL d'habitation qu'elle finance. Lorsque notre responsable des activités politiques a demandé comment elle pourrait aider avec les enjeux de démocratie aux Habitations le Domaine, celle-ci a pourtant affirmé que l'arrondissement ne pouvait rien faire pour les locataires à ce sujet.

Comment nous avons ramené la collecte hebdomadaire (6 mois par année)

André-Philippe

C'est maintenant chose faite : les ordures sont de nouveau ramassées à chaque semaine durant la saison chaude. Croyez-le ou non, mais il aura fallu 3 ans de mobilisation de la part de la population pour qu'on ait ce privilège de voir nos vidanges collectées l'été. Après avoir remporté cette victoire, la Ligue a fait un bilan sur toute cette mobilisation, que nous présentons ici en format raccourci.

En juillet 2022, nous étions trois membres de la Ligue à aller au conseil d'arrondissement pour demander que soient installées des lumières au parc Saint-Donat. À cette occasion, nous avons vu une dame venir se plaindre qu'un projet pilote dans son quartier causait alors des problèmes d'insalubrité près de chez elle : l'espacement de la collecte des ordures. Les déchets des blocs d'appartements de sa rue de Tétraultville s'accumulaient et attiraient les souris. « Bientôt ce sera des rats », se désolait-elle. C'est ce qui nous a alors mis la puce à l'oreille.

2023

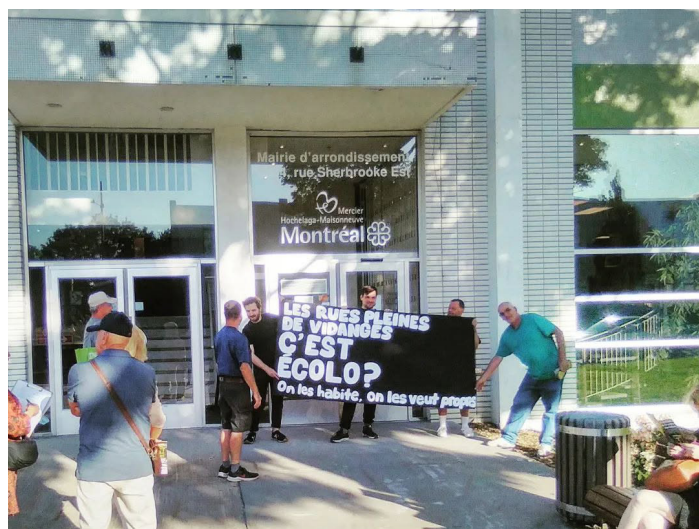
En 2023, la Ligue adopte un premier plan d'action contre l'espacement, alors qu'on apprend que l'administration va étendre la mesure à tout l'arrondissement. Le prochain secteur d'implantation du projet est alors Longue-Pointe, où la majorité de nos contacts habitent. Nous prévoyons alors fonctionner en trois étapes :

1. Enquête et consultation
2. Recherche et construction d'un argumentaire
3. Mobilisation

Nous récoltons ainsi plusieurs dizaines de témoignages de gens qui voient d'un mauvais œil l'arrivée de l'espacement. Nous organisons quelques assemblées publiques qui attirent à chaque fois un nombre très limité de citoyens, mais où tous sont radicalement contre. Nous lançons aussi une recherche sur les questions relatives à l'espacement : impact sur la qualité de vie, efficacité du recyclage, état des lieux des dépotoirs, etc. Nous allons aussi au conseil d'arrondissement pour essayer de faire entendre raison au maire.

Les premières activités de visibilité et de mobilisation

liées à la lutte contre l'espacement ont aussi lieu : bannière tenue par des membres au conseil d'arrondissement extérieur, corvée de nettoyage, pétition, mais surtout notre premier rassemblement le 14 août. Peu réussi, pour être franc, le rassemblement n'attire qu'une poignée de personnes, mais nous recevons une très bonne réception de la part des citoyens présents. En octobre, la Ligue apparaît pour la première fois dans les médias alors que nous donnons une entrevue au Journal de Montréal, puis à Patrick Lagacé.



Notre tout premier rassemblement comptait moins d'une dizaine de personnes.

2024

En assemblée générale à la fin de l'année 2023, un nouveau plan d'action était adopté pour passer d'un enchaînement d'étapes plutôt générales à 4 actions ou activités à réaliser dans l'année, en plus de deux objectifs plus globaux. Ces deux objectifs étaient de devenir la voix de l'opposition à l'espacement de la collecte et augmenter le nombre de supporters actifs de la campagne. Nous voulions que ce ne soit pas Ensemble Montréal, qui avait voté en faveur de l'espacement, mais bien la Ligue qui soit l'interlocuteur si Projet Montréal en venait à vouloir négocier des mesures d'accommodement plus sérieuses que de distribuer des « trousseaux zéro déchet ».

Quant aux actions, elles étaient les suivantes :

- Un déploiement de bannières
- Une conférence de presse
- Deux assemblées publiques bien organisées (on visait 30, puis 60 personnes)

Ce plan était ainsi plutôt modeste. On souhaitait donner des objectifs qu'on atteindrait réellement plutôt que de stratégiser sans tenir compte de nos lacunes en termes de nombre et de temps. On voulait aussi favoriser la qualité avant la quantité : faire quelques activités bien faites, plutôt que plein de coups d'épée dans l'eau. Le plan affirmait que nous devions alors tenter de mobiliser plus massivement pour nos événements importants, en visant la distribution de centaines de prospectus plutôt que de se limiter à en donner quelques dizaines comme nous en avons trop souvent l'habitude.



Plus d'une vingtaine de personnes a participé à notre assemblée publique à Tétéraultville.

Peut-être à l'image du plan, les débuts de l'année sont timides. Le déploiement de bannières a lieu, mais la participation des citoyens et le résultat final est en-deçà de nos attentes : seuls trois membres participent à déployer les bannières et un seul inconnu, ainsi que sa fille, viennent nous aider à les confectionner. Cela étant dit, sur les trois bannières que nous accrochons dans l'arrondissement, celle posée dans Hochelaga attire l'attention et nous apporte de nouveaux sympathisants sur internet.

Sans se limiter au plan, nous réalisons quelques actions de plus : distribution d'une centaine de tracts affirmant que « l'arrondissement est à votre écoute » pour le poisson d'avril, corvée de nettoyage, petit coup d'éclat au conseil d'arrondissement extérieur. Au début de l'été, nous réalisons une conférence de presse qui, bien que broche-à-foin, amène l'attention des médias sur nous. De plus en plus de citoyens nous contactent et nous expriment leur support. Au mois de juin, cet engouement nous pousse à créer le groupe Facebook

« Ensemble contre l'insalubrité et l'espacement de la collecte des ordures dans MHM » qui atteint rapidement les 500 membres et se rend éventuellement à plus de 800 membres.

En juillet, nous tenons notre première assemblée publique au parc Bellerive. Elle souffre de beaucoup de problèmes logistiques (notamment, il y avait de la musique western super forte au lieu annoncé, donc nous avons dû nous déplacer), mais attire néanmoins plus d'une vingtaine de personnes.

La réussite de cette assemblée couplée à l'augmentation de la popularité de notre cause nous donne du vent dans les voiles et à ce moment nous adoptons le rythme d'une activité de protestation par mois. En août, une vingtaine de personnes viennent au conseil d'arrondissement à notre appel pour poser des questions et critiquer le maire. Encore une fois, la réception parmi les citoyens est très bonne et même le champion de course de quadriporteur « Capitaine Québec » nous donne son soutien. Nous organisons aussi des tournées de signalement au 311, où nous sillonnons le quartier pour signaler toutes les ordures qui traînent. Cela était fait en réaction à l'affirmation du maire qu'il suffit d'appeler au 311 plus souvent pour régler les enjeux de malpropreté du quartier.

Au lieu d'une autre assemblée publique, nous décidons pour le mois de septembre de dévier un peu du plan et d'organiser un « Gala de l'insalubrité publique » au parc Lalancette, peu avant que l'espacement s'amène dans Hochelaga. Sans atteindre les 60 personnes visées par le plan original, l'événement attire néanmoins une trentaine de personnes et reçoit une certaine attention médiatique. Il nous confirme le fait qu'il y a, dans Hochelaga, des citoyens prêts à agir concrètement, même s'il n'y en a pas à la tonne.



Un trophée a été remis à l'arrondissement de MHM lors de notre Gala de l'insalubrité.

En octobre, la lutte prend une direction plutôt inattendue. Dans les médias, on se met à accuser un campement d'itinérants sur Notre-Dame d'être la cause de l'insalubrité dans cette partie de la ville. De fait, l'endroit est malpropre puisque la ville, tout comme le gouvernement fédéral qui gère théoriquement la place, ne font presque rien pour ramasser les déchets qui traînent dans les parages. On retrouve ainsi toutes sortes de cochonneries sur les terrains vagues voisins de blocs d'appartements où vivent des familles. C'est un propriétaire du coin, avec l'aide de TVA, qui crée le scandale autour de cette problématique réelle.

Deux de nos membres se retrouvent à intervenir dans cet enjeu, d'abord en aidant le journaliste Yves Poirier à ramasser des déchets en direct à LCN. En entrevue, le discours de la Ligue est clair : c'est idiot de blâmer les itinérants et les gens avec des problèmes de consommation ou de santé mentale pour la saleté quand l'arrondissement néglige de faire l'entretien de base des lieux publics. Contre le discours du maire d'arrondissement qui peint les « campeurs » comme des fous furieux qui ne veulent pas qu'on ramasse leurs déchets, au risque de se faire attaquer, nos membres ramassent paisiblement les déchets avec la bénédiction de quelques itinérants avec qui ils ont discuté.

Outre une apparition au party d'Halloween de l'arrondissement avec des déguisements de vidanges, notre prochaine action significative va au conseil d'arrondissement du mois de décembre. Nous avons alors fait un petit rassemblement devant la mairie d'arrondissement, puis sommes entrés au conseil avec nos pancartes et notre bannière. Éventuellement, un membre de la Ligue se fera expulser du conseil, puis une militante du comité BAILS. Ce coup d'éclat, surtout causé par la réaction exagérée du maire et de la police, nous amènera à nouveau de l'attention médiatique.

Durant l'année 2024, deux « attaques à la poubelle » de protestation contre l'espacement sont aussi recensées. D'abord, le site anarchiste Montréal Contre-Info relaie les photos d'un dépôt d'ordures devant la mairie d'arrondissement le 1er août. Ensuite, le 19 novembre, c'est Yves Poirier qui relaie les images de déchets déposés dans l'entrée du bar du maire d'arrondissement : l'Espace public.

2025

Nous planifions 2025 avec un *a priori* qui guide notre stratégie : nous sommes sûrs que Projet Montréal ne reculera pas et que la seule manière de faire des gains sur la question de l'espacement est de les chasser du pouvoir. Nous savons qu'Ensemble Montréal ne

défend pas sérieusement notre cause, mais nous ne voyons pas vraiment d'alternative. Nous décidons donc de nous efforcer de faire perdre Projet Montréal et de faire qu'Ensemble Montréal (et les autres partis éventuels) soit pour la collecte hebdomadaire.

La question de la salubrité est alors un sujet d'intérêt public qui surgit dans les médias ici et là, souvent suite à nos interventions, mais aussi parfois spontanément. Avec Yves Poirier, on attire ainsi l'attention sur une ruelle transformée en dépotoir en février. Au conseil d'arrondissement d'avril, un projet mené par deux membres est mené à terme : un album de dessins anti-espacement, fait par des enfants, est remis au maire.

En mai, nous tentons de participer au « pique-nique » organisé par Projet Montréal à la brasserie du maire, déguisés... en coquerelle et en rat ! Malheureusement, on nous refusera l'entrée de cet événement public. Quelques jours plus tard, des ordures sont illicitement déposées devant cette même brasserie. L'action est revendiquée par le « Front de libération d'Hochelaga ». Le même groupe récidivera en juin en jetant des déchets devant le Manoir Louisiane (qui a évincé des aînés) et au début juillet devant l'autre succursale du bar du maire. En août, le « FLH » collera aussi des faux avis d'infraction pour dépôt sauvage sur les vitres de la mairie d'arrondissement.

Ensemble Montréal annonce officiellement en août que l'arrondissement ramassera les vidanges de manière hebdomadaire de mai à octobre si le parti est élu. Puis, à la fin du mois, l'inattendu se produit : Projet Montréal promet aussi de ramasser les vidanges de manière hebdomadaire l'été ! Cela nous a pris de court, puisque nous avions supposé que Projet Montréal aimerait mieux perdre que de nettoyer le quartier.

Nous avons alors devant nous l'option d'essayer de pousser plus loin, d'essayer d'amener Ensemble Montréal à promettre la collecte hebdomadaire à l'année, mais nous avons alors jugé que cela nous ferait passer comme des éternels « chialeux » puisque nous avons dit plusieurs fois dans les médias que nous serions prêts à faire un compromis pour qu'au moins les vidanges soient ramassées l'été.

Nous avons donc décidé de mettre en dormance notre campagne pour le retour de la collecte à chaque semaine. Il nous restait à nous assurer que quiconque gagnerait les élections tiendrait sa promesse. Là-dessus, la promesse fut tenue. Au moment de mettre ce magazine sous presse, les ordures étaient ramassées à chaque semaine.



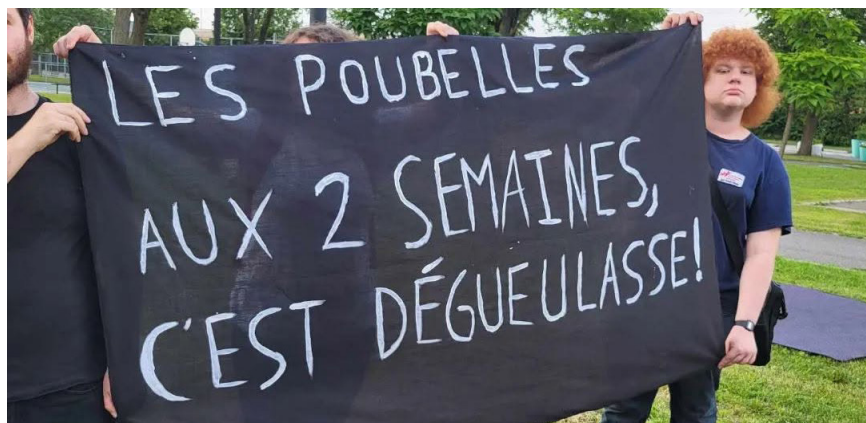
En plus de l'action politique, nous avons organisé ou participé à des corvées de nettoyage à plusieurs reprises.



Des enfants du quartier Hochelaga-Maisonneuve ont remis leurs dessins au maire d'arrondissement.



Le « Front de libération d'Hochelaga » s'en est pris à répétition aux commerces de Pierre Lessard-Blais



Les conseils d'arrondissement extérieurs ont toujours été de bonnes occasions de faire des petits coups d'éclats avec des bannières.



PLUS D'INFO SUR LA LIGUE 33



C'est quoi la Ligue 33 ?

La Ligue 33 est un groupe citoyen de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve qui lutte pour une meilleure qualité de vie et une meilleure démocratie. Nous menons des campagnes visant à améliorer la vie dans nos milieux, comme celle qui a mené à l'installation de lumières au parc Saint-Donat et celle qui a ramené la collecte hebdomadaire des déchets durant l'été.

Nous organisons aussi des activités à teneur communautaire, culturelle et parfois même sportive. Nous avons une certaine réputation dans Longue-Pointe pour nos BBQs estivaux au parc Saint-Donat, durant lesquels nous distribuons gratuitement des hot-dogs aux jeunes et aux familles du quartier.

Comment devenir membre ?

Devenir membre de la Ligue, c'est simple : il suffit de payer 5\$ par année et voilà ! Demandez à un membre de notre conseil d'administration lors de n'importe laquelle de nos activités pour payer votre cotisation et recevoir votre carte de membre.

Donner un coup de main

Nous sommes toujours à la recherche de bénévoles pour tenir, organiser et publiciser nos activités. Nous recherchons des gens prêts à mettre la main à la pâte pour :

- Cuisiner et servir les hot-dogs lors de nos BBQ
- Transporter le matériel pour nos différentes activités
- Poser des affiches faisant la promotion de nos événements
- Distribuer des tracts et dépliants
- Donner un coup de main à notre graphiste
- Écrire des articles pour le magazine

REJOIGNEZ-NOUS SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX!

ligue33.org 
laligue33 
ligue33mtl 